

Chapitre 1

Cadre conceptuel et principaux résultats de l'examen multidimensionnel de la Côte d'Ivoire

L'Examen multidimensionnel de la Côte d'Ivoire identifie les principaux défis auxquels la Côte d'Ivoire est confrontée pour réaliser l'émergence à l'horizon 2020 et accompagne le pays dans la définition de sa propre notion d'émergence. Ce chapitre présente les principaux résultats du rapport. Il souligne l'importance des contraintes sectorielles et transversales qui limitent le développement du pays. Malgré une amélioration récente de l'environnement macroéconomique et de la compétitivité de l'économie ivoirienne, les conditions de vie de la population ne se sont pas améliorées. Les défaillances observées dans la fourniture de biens publics, notamment dans les infrastructures, ainsi que des capacités de gouvernance limitées représentent des contraintes transversales pénalisant le bon développement du pays.

Ce document est le premier rapport de l'*Examen multidimensionnel de la Côte d'Ivoire*, dont l'objectif général est de soutenir la Côte d'Ivoire dans ses efforts pour développer une nouvelle stratégie de développement. La conception d'une stratégie de développement est complexe. Il s'agit d'identifier les obstacles majeurs à la croissance durable et équitable et au bien-être des citoyens, de les aborder de façon systématique et de déterminer les priorités. Une analyse approfondie des différentes facettes de l'économie ivoirienne, des institutions et de la société doit être accompagnée d'une comparaison et d'une appréciation des meilleures politiques économiques et sociales. Selon ces principes, l'Examen multidimensionnel se déroule en trois phases afin d'identifier la meilleure combinaison de ces politiques. Le présent rapport évalue les défis et les opportunités auxquels fait face la Côte d'Ivoire et identifie les principales contraintes à lever pour renforcer le potentiel de développement du pays (phase I). Le deuxième rapport visera à analyser ces contraintes de façon détaillée et élaborera des recommandations adaptées qui pourront s'intégrer à la stratégie de développement de la Côte d'Ivoire (phase II). La dernière étape de l'Examen multidimensionnel soutiendra le gouvernement dans son effort de mise en application des recommandations et de sa stratégie de développement (phase III).

À la sortie d'une décennie de crise, la Côte d'Ivoire souhaite renouer avec son succès économique passé et devenir un pays émergent à l'horizon 2020. Il s'agit de l'objectif central de sa stratégie nationale de développement. Après l'indépendance, la Côte d'Ivoire était considérée comme l'un des pays meneurs de la sous-région, et plus largement de toute l'Afrique. En 1960, son produit intérieur brut (PIB) par habitant se situait à 900 dollars américains (USD, mesuré en dollars américains de 2005). À la fin des années 70 il avait presque doublé pour atteindre 1 750 USD par habitant. Toutefois, une série de retournements économiques et de mauvaises décisions politiques ont précipité le pays dans une crise économique rapide et brutale dans les années 80 et 90. S'en est suivie une crise politico-militaire qui vient récemment de prendre fin. Depuis 2011, les efforts des autorités ont permis de relancer l'économie, et la croissance s'élève désormais à environ 10 % par an. L'atteinte de l'émergence à l'horizon 2020 est désormais affichée comme objectif par les autorités ivoiriennes.

Atteindre l'émergence en 2020 nécessite de construire des bases solides répondant à des défis multidimensionnels

Atteindre l'émergence en 2020 nécessite de fixer des objectifs ambitieux, d'éviter les erreurs du passé et de construire des bases solides qui pourront soutenir des améliorations durables en matière de bien-être et de croissance économique. L'histoire de la Côte d'Ivoire a montré que les épisodes économiques prospères ne suffisaient pas à garantir une croissance durable. Les premiers succès économiques ont été fragiles parce que manquants : i) d'une structure économique capable de résister à des changements dans le paysage économique international ; ii) d'infrastructures sociales pouvant assurer les améliorations nécessaires dans les secteurs de l'éducation et de la santé face à une croissance démographique

soutenue ; et iii) de capacités suffisantes des autorités locales pour identifier et mettre en œuvre des stratégies adaptées aux défis à surmonter. La définition de l'émergence à l'horizon 2020 doit intégrer deux éléments essentiels : i) la définition d'objectifs liés au bien-être des populations et au développement économique ; et ii) des bases économiques, institutionnelles et sociales solides, qui corrigeront leurs faiblesses passées et assureront des progressions durables.

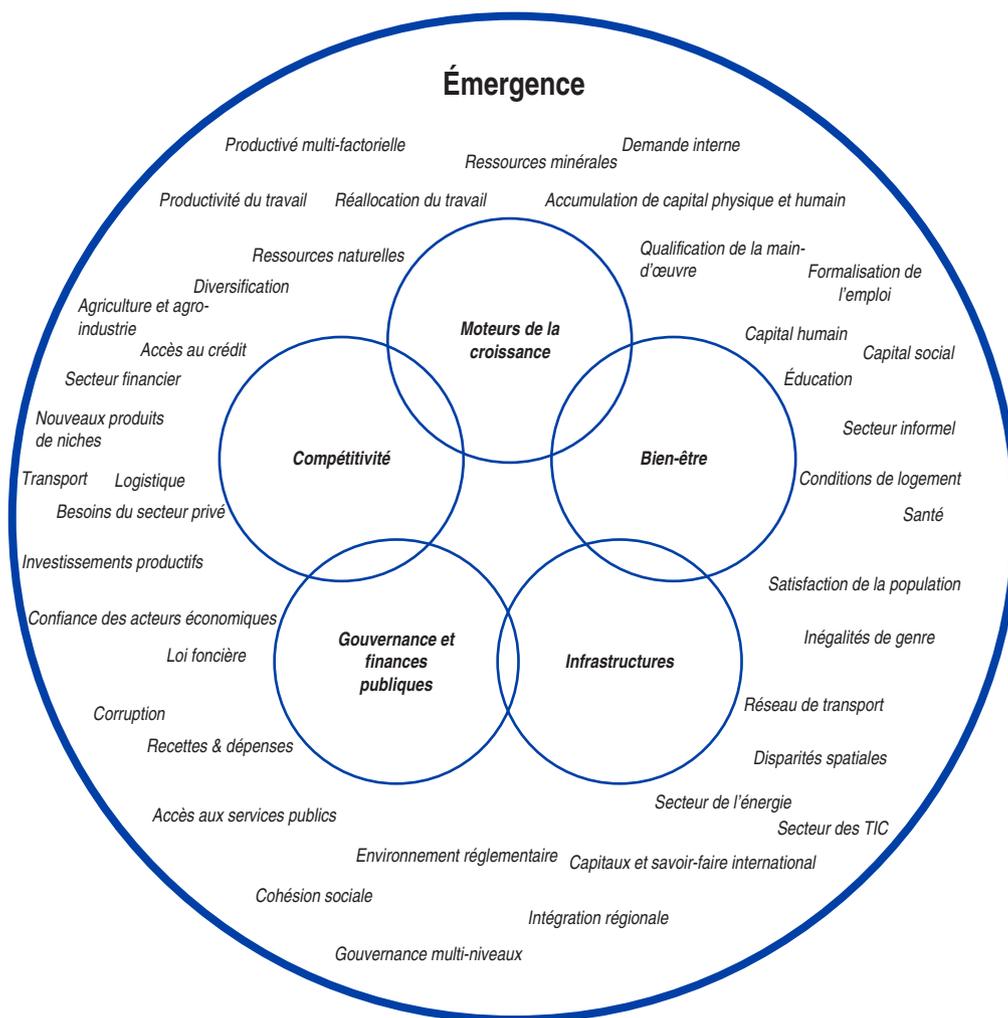
Pour parvenir à l'émergence et s'y inscrire durablement, la Côte d'Ivoire doit adopter une démarche multidimensionnelle qui répondra aux principaux obstacles du développement. Le modèle de développement qui sous-tend les Examens multidimensionnels de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pose le bien-être durable de tous les citoyens d'un pays comme l'objectif ultime du développement. Une croissance économique forte et durable est une condition nécessaire pour atteindre cet objectif. L'amélioration continue de l'investissement, de la compétitivité et de la productivité sont des moteurs essentiels de la croissance devant être soutenables. Des aspects sociaux, tels que l'éducation et la santé, sont des éléments clés du bien-être des populations, mais constituent également des intrants essentiels à la création de capital humain et doivent figurer au centre des objectifs de développement.

La méthodologie et la structure de ce premier rapport de l'Examen multidimensionnel permettent d'identifier les principaux obstacles à l'émergence de la Côte d'Ivoire

Les Examens multidimensionnels visent à aider les pays à définir un concept d'émergence adapté aux spécificités de leur situation et de leur stade de développement. La méthodologie des Examens multidimensionnels est conçue pour répondre aux défis complexes et transversaux auxquels les pays sont confrontés. Ils combinent une analyse quantitative du développement économique et des moteurs de la croissance, ainsi que des éléments d'analyse de prospective stratégique. L'analyse quantitative se fonde sur un exercice d'étalonnage d'un large éventail d'indicateurs visant à comparer le pays étudié avec un groupe de pays pairs. Cet exercice contribue à caractériser la performance économique du pays et ses capacités à atteindre un niveau plus avancé de développement. Plus précisément, il met en évidence les domaines où le pays est sous-performant et les principaux obstacles qui entravent la marche vers l'émergence. Enfin, les Examens multidimensionnels sont complétés par des ateliers participatifs rassemblant diverses parties prenantes nationales afin de discuter des atouts du pays et de ses défis, ainsi que des notions sous-jacentes au concept d'émergence, des préférences et des priorités des citoyens.

Le présent rapport est basé sur cette approche multidimensionnelle et comprend cinq chapitres correspondant aux éléments clés de l'émergence identifiés en Côte d'Ivoire. Le graphique ci-dessous illustre la structure du rapport. Les principaux sujets abordés comprennent la croissance économique et la sphère macroéconomique (chapitre 2) ; les moteurs de la compétitivité et de la productivité (chapitre 3) ; la qualité de vie et les conditions matérielles de la population, ainsi que les conditions environnementales (chapitre 4) ; les institutions et les finances publiques (chapitre 5), et enfin la capacité des autorités à fournir des infrastructures (chapitre 6). Dans chaque chapitre, l'analyse se veut globale en considérant les sujets essentiels au développement. Le graphique ci-dessous détaille plus précisément les sujets considérés.

Graphique 1.1. Les déterminants de l'émergence en Côte d'Ivoire



Source : Auteurs du rapport.

Les diagnostics de la phase I sont fondés sur des analyses comparatives qui placent le pays relativement à un groupe de pays pairs, permettant ainsi de mettre en lumière des zones de sous-performance. Un des principaux objectifs de la phase I est d'offrir une vision des performances récentes du pays par rapport à l'ensemble des pays de référence pour une batterie d'indicateurs économiques, sociaux et environnementaux. La comparaison des performances d'un pays avec un autre peut s'avérer compliquée en raison de trajectoires historiques, d'environnements, de défis et d'opportunités différents. C'est pourquoi, afin de réaliser les comparaisons et d'effectuer l'étalonnage, une douzaine de pays sont sélectionnés en accord avec le gouvernement partenaire. L'exercice de comparaison est utile en ce qu'il permet d'identifier les indicateurs sur lesquels des progrès restent à faire, et les politiques économiques qui ont mené au succès.

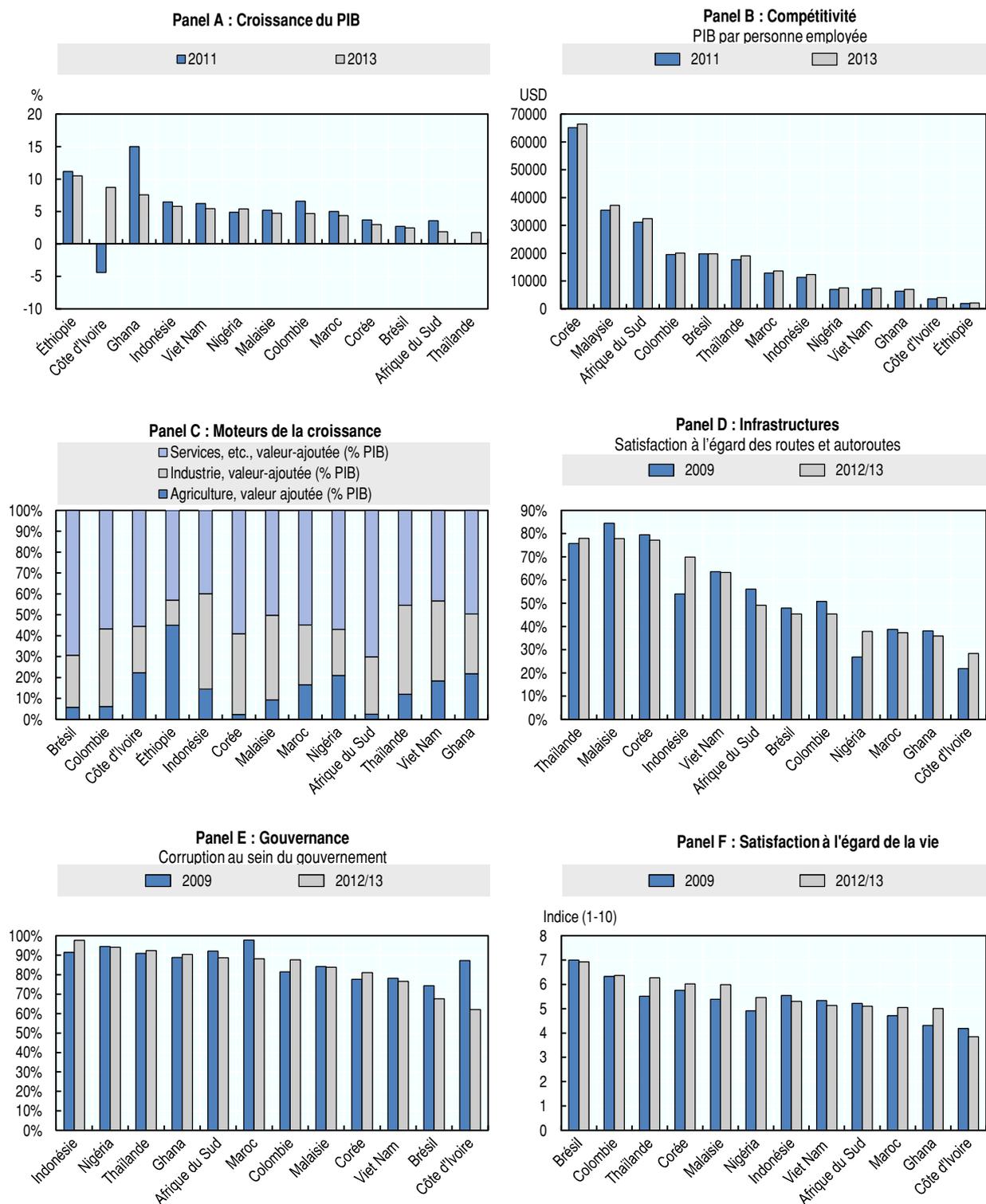
En accord avec le gouvernement ivoirien, douze pays de comparaison ont été retenus pour l'Examen multidimensionnel de la Côte d'Ivoire. Le choix des douze pays de comparaison

(cinq pays africains et sept pays non africains) relève de plusieurs critères dont : i) l'atteinte de l'émergence ; ii) des caractéristiques pour devenir une économie émergente dans un avenir proche ; iii) la mise en œuvre de réformes particulièrement réussies. L'Afrique du Sud, le Brésil et l'Indonésie font partie du groupe des pays émergents dits BRIICS (Brésil, Russie, Inde, Indonésie, République populaire de Chine et Afrique du Sud). Plusieurs pays asiatiques ont déjà atteint le statut de pays industrialisés (comme la Corée et la Malaisie) grâce à des réformes profondes et une croissance soutenue pendant plusieurs décennies. D'autres pays connaissent un développement rapide, comme la Thaïlande et la Colombie. Enfin, l'Éthiopie, le Ghana, le Maroc, le Nigéria et le Viet Nam ont été sélectionnés dans le cadre de cette analyse en raison de caractéristiques similaires à la Côte d'Ivoire (superficie, dotations naturelles, tendances démographiques, structures économiques et poids des différents secteurs dans l'économie) et d'une récente croissance fulgurante engendrée par des politiques réussies. L'annexe 2.A1 présente brièvement chacun des pays retenu.

L'exercice d'étalonnage avec les pays de comparaison montre que l'économie ivoirienne a entamé un rattrapage, mais qu'un long chemin reste à parcourir pour atteindre l'émergence. À la sortie de la crise, en 2011, la situation économique et sociale de la Côte d'Ivoire était dégradée. Le pays sortait alors d'une période de croissance négative et la population ivoirienne était peu satisfaite de ses conditions de vie. La structure de l'économie ivoirienne est caractérisée par l'importance du secteur agricole et par la faible productivité des travailleurs. La décennie de crise a eu un effet négatif sur la qualité des institutions, comme en témoigne la forte perception de corruption au sein du gouvernement par la population ivoirienne. Depuis 2011, les efforts du gouvernement dans de multiples domaines et la stabilisation de la situation politique ont permis des progrès socio-économiques indéniables et une forte reprise de la croissance. Toutefois, de nombreux défis restent encore à surmonter pour atteindre l'émergence d'ici à 2020. La baisse de la satisfaction de la population à l'égard des conditions de vie est révélatrice de la persistance de contraintes, parmi lesquelles figure notamment la faiblesse des infrastructures.

Pour surmonter les obstacles et atteindre l'émergence, les réponses à apporter devront être basées sur les expériences réussies des pays de référence. Par exemple, l'Indonésie, la Thaïlande et l'Éthiopie ont atteint une croissance durable et soutenue, en partie basée sur un processus d'industrialisation. L'Indonésie a mis en place des réformes économiques et financières importantes qui ont permis de générer une croissance solide et durable ne reposant pas sur un boom pétrolier. Le développement du secteur agricole thaïlandais a joué un rôle majeur dans la transition vers une économie industrialisée : alors qu'en 1970, 70 % de la population thaïlandaise était employée dans le secteur agricole, ce ratio est inférieur à 10 % au début des années 2000. Cette expérience peut être utile à la Côte d'Ivoire dans la mesure où les deux pays font face à des caractéristiques structurelles relativement similaires, notamment une population rurale importante (plus de 45 %). Enfin l'Éthiopie, dont l'économie repose fortement sur le secteur agricole (près de 50 % du PIB en 2012), avec le café comme principal produit exporté, a réussi à faire progressivement émerger de nouveaux secteurs grâce au dynamisme de sa transformation structurelle. Ainsi, entre 2012 et 2013, la croissance des secteurs industriels et des services s'élève respectivement à 18.1 % et 9.1 %.

Graphique 1.2. Des progrès ont été réalisés depuis 2011, mais des efforts restent à fournir



Note : L'indicateur « Satisfaction à l'égard des routes et autoroutes » mesure la part de la population satisfaite des routes et autoroutes. L'indicateur « Corruption au sein du gouvernement » représente les perceptions de la population, en pourcentage. L'indicateur « Satisfaction à l'égard de la vie » est exprimée selon l'échelle de Cantril, selon laquelle les personnes interrogées évaluent leur vie actuelle (0 correspondant à la « pire vie possible » et 10 à la « meilleure vie possible »).

Sources : Gallup Organization (2013), <http://www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx> ; Banque mondiale (2013), <http://databank.worldbank.org/data/home.aspx> ; The Conference Board (2013), <https://www.conference-board.org/data/economydatabase/>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933308501>

Les analyses comparatives illustrant la performance du pays dans une perspective globale sont complétées par des analyses approfondies grâce à des bases de données microéconomiques. Les analyses microéconomiques sont réalisées en utilisant une gamme d'outils standards de l'OCDE, tels que l'analyse du déplacement de la main-d'œuvre active entre les secteurs, les exercices de comptabilité de la croissance, l'évaluation de la diversification des échanges commerciaux, ou encore la comparaison et l'analyse de données sur la gouvernance et les capacités. Ces analyses permettent d'identifier plus précisément les obstacles fondamentaux à la croissance dans chaque catégorie, tout en déterminant l'importance de sujets transversaux tels que les insuffisances en matière de capacités du gouvernement ainsi que des agents économiques, la réglementation ou les limites du système financier.

Encadré 1.1. **Données utilisées dans les Examens multidimensionnels**

Le cadre conceptuel (voir graphique 1.1) pour l'exercice comparatif et l'évaluation d'un pays est sous-tendu par un ensemble d'indicateurs quantitatifs pour chaque catégorie. Les indicateurs sont choisis de façon systématique, en fonction de leur validité, comparabilité et disponibilité, afin de permettre des exercices de comparaison ainsi que des analyses approfondies. Les indicateurs sont choisis pour capter les dimensions essentielles au développement d'un pays. Ils doivent être susceptibles de varier en fonction des différentes politiques menées : l'amélioration des indicateurs doit pouvoir être reliée à des actions de politiques publiques (validité de l'indicateur). Ils sont choisis pour assurer la comparabilité des concepts, des définitions et des méthodologies entre les pays. Ils sont également sélectionnés en tenant compte de leur couverture maximale en termes de pays afin d'avoir des résultats statistiquement fiables pour l'analyse (comparabilité de l'indicateur). Enfin, la plupart des indicateurs doivent être recueillis de façon régulière afin de s'assurer que l'exercice d'étalonnage peut être ajusté dynamiquement (disponibilité de l'indicateur).

Les données sont collectées à partir de plusieurs sources internationales et sont complétées par des données de source locale. Les données sont choisies dans le but de satisfaire les critères décrits ci-dessus, tout en veillant à ce que les sources soient communément acceptées et fiables afin de préserver leur qualité. Ces sources de données internationales servent de base analytique pour tous les Examens multidimensionnels. Dans la mesure du possible, les comparaisons entre pays basées sur des données de sources internationales sont complétées par des analyses fondées sur des données locales. Lorsque cela est pertinent, les données locales sont privilégiées, notamment pour l'analyse précise et détaillée de certains sujets.

Le présent rapport s'appuie sur une multitude de sources, indiquées dans les sections de référence des chapitres. Ces sources comportent des données statistiques de l'Institut national des statistiques de Côte d'Ivoire, des données d'enquêtes et de sondages sur la gouvernance et la fiscalité, des documents stratégiques et de planification de divers ministères (agriculture, infrastructure économique) et des notes et présentations obtenues pendant et après une mission à Abidjan en septembre 2014. Pour compléter leur travail, les auteurs ont également utilisé des sources secondaires, telles que les rapports de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), les publications d'organisations non gouvernementales et de centres de recherches.

La méthodologie des Examens multidimensionnels par pays marie une analyse quantitative approfondie des moteurs de l'économie et de la compétitivité avec une approche informée par la prospective stratégique. Dans cette optique, chaque phase des Examens multidimensionnels s'accompagne d'un atelier participatif sur la prospective. La prise en compte d'éléments de prospective captés au cours de ces ateliers participatifs vise à développer une compréhension plus approfondie du pays, de son contexte, de son histoire, mais aussi des préférences des citoyens quant au développement de leur pays. Les ateliers de prospective ont également pour objectif d'assurer que les recommandations émises soient pertinentes par rapport au contexte ivoirien, mais aussi que les autorités puissent bénéficier d'expériences d'autres pays afin d'assurer une mise en œuvre réussie.

Explorer la définition ivoirienne de l'émergence était l'un des objectifs de l'atelier participatif de prospective qui s'est tenu à Abidjan en septembre 2014. Compte tenu de la subjectivité du concept de l'émergence, une réflexion commune sur les objectifs à réaliser par la Côte d'Ivoire pour atteindre l'émergence en 2020 a été menée. Les échanges entre les participants ont eu pour but de définir ce qui importe aux Ivoiriens dans le développement de leur pays, notamment en complément des objectifs économiques. C'est au travers d'une meilleure compréhension de ces préférences que les éléments clés relatifs à l'émergence de la Côte d'Ivoire peuvent être mieux cernés. Les thématiques du bien-être, du capital humain et de la compétitivité sont ressorties comme étant capitales et intrinsèques au processus d'émergence pour les Ivoiriens.

Les Examens multidimensionnels emploient une multitude d'outils d'analyse et combinent différentes approches pour capter les fondements du développement multidimensionnel d'un pays. Les Examens multidimensionnels combinent : i) des exercices comparatifs entre le pays d'analyse et un groupe de pays pairs ; ii) des analyses approfondies des obstacles et des contraintes clés ; iii) une vision du bien-être et de l'amélioration des conditions de vie des populations ; avec iv) la participation du pays d'analyse et l'inclusion des perceptions et des priorités locales à travers des ateliers participatifs. Sur la base de ces outils et approches, les analyses de la phase I de l'Examen ont aidé à définir plus clairement les attributs clés associés à l'émergence de la Côte d'Ivoire, à évaluer la situation du pays par rapport à ces objectifs et à identifier les contraintes principales qui, une fois levées, accéléreront le développement.

Encadré 1.2. **Atelier participatif sur la prospective**

Sur la base de ce postulat, le premier atelier participatif sur la prospective vise à définir les objectifs de développement spécifiques du pays à travers une réflexion commune sur le futur, les défis et l'environnement dans lequel le pays se développe. Le premier atelier vise également à extraire les informations nécessaires au deuxième atelier, pour nourrir le développement des scénarios de développement.

Ces ateliers sont fondés sur des méthodes de prospective stratégique. Cette approche soutient que parmi plusieurs futurs possibles aucun n'est inévitable, et que le futur dépend des choix et des préférences décidés dans le présent.

Atelier 1 : Côte d'Ivoire 2020 : vision et défis, Abidjan, septembre 2014

Le premier atelier de l'Examen multidimensionnel de la Côte d'Ivoire s'est déroulé le 4 septembre 2014 à Abidjan sur le thème : « Côte d'Ivoire 2020 : vision et défis ». Au cours de cette journée, une trentaine de participants, en majorité issus des ministères et

Encadré 1.2. **Atelier participatif sur la prospective** (suite)

d'autres institutions gouvernementales, des institutions de la société civile et du monde académique, se sont réunis et ont participé à différents exercices et discussions. Les participants ont été invités à s'exprimer en tant que citoyens ivoiriens, au-delà de leur appartenance professionnelle, et à envisager la société ivoirienne dans son ensemble. La métaphore filée du voyage et de la navigation vers la Côte d'Ivoire 2020 a structuré la journée, la matinée était dédiée à la construction d'une rose des vents et à la définition du cap et l'après-midi aux conditions météorologiques qui peuvent influencer le voyage.

Les exercices de la matinée avaient pour objectif de réfléchir au concept de l'émergence pour la Côte d'Ivoire et aux différents éléments et objectifs que cette vision sous-tend. Répartis en groupes de cinq à sept personnes, les participants ont imaginé l'histoire d'un Ivoirien vivant dans une Côte d'Ivoire devenue émergente en 2020 (encadrés 4.1 et 4.2). De ces histoires, les participants ont pu extraire des éléments importants et des objectifs communs vers l'émergence. Les participants ont ensuite travaillé sur les défis à relever pour réaliser les objectifs identifiés.

Dans l'après-midi, les activités se sont centrées sur le contexte et l'environnement dans lesquels la Côte d'Ivoire évolue, ainsi que sur les changements possibles qui pourraient influencer son émergence dans le futur. Après avoir regardé une vidéo sur les grandes tendances démographiques, technologiques et sociales, les participants ont travaillé en groupe pour identifier différents éléments pertinents du futur de la Côte d'Ivoire. Ceux-ci ont par la suite été classés en « marées » (symboles des tendances continues), en « changements de vents » (les changements de direction des tendances), et en « tsunamis » (événement imprévisible ayant un impact fort). L'atelier s'est terminé avec un résumé des objectifs et des défis des participants sous forme de carte postale.

Au cours des discussions les notions de civisme et de cohésion sociale ont été abordées à plusieurs reprises. Les participants ont souligné l'importance d'un changement de mentalités au sein de la population, de la réaffirmation des valeurs de travail et de discipline et de la nécessité d'une volonté commune pour le développement du pays. La sécurité, la bonne gouvernance et le leadership ont aussi été évoqués. La méritocratie et la juste récompense des efforts fournis ont été présentées comme des éléments à mettre en avant sur le marché du travail, non seulement pour améliorer la productivité des individus mais aussi pour soutenir l'engagement des populations. Les participants ont également évoqué la culture et les relations sociales avec la famille comme éléments constitutifs de l'émergence. De manière plus générale, les différentes dimensions du bien-être ont été évoquées, ainsi que la compétitivité économique du pays. La santé, l'éducation et la formation des jeunes, le sport, et la participation à la vie publique ont été mentionnés dans le cadre du bien-être des populations. Les participants ont souligné l'importance des infrastructures, des dotations naturelles, du milieu financier et de l'agriculture pour l'économie.

Source : Atelier à Abidjan, septembre 2014.

Le diagnostic de l'Examen multidimensionnel a identifié de multiples obstacles transversaux entravant la marche vers l'émergence de la Côte d'Ivoire

La relance de la croissance économique est favorisée par la stabilité politique

Les autorités ivoiriennes mènent une politique de relance qui se traduit par des taux de croissance avoisinant les 10 % depuis 2012. La croissance est portée principalement par les investissements publics. Une croissance à deux chiffres est également attendue

pour 2014. Le redémarrage de la productivité du travail depuis 2011 s'accompagne d'une hausse des revenus et d'une hausse soutenue du stock de capital public (infrastructures). La main-d'œuvre est jeune et abondante en Côte d'Ivoire, mais les faibles performances en matière de scolarisation ont eu pour effet de diluer l'accroissement du stock de capital humain.

Pour pérenniser cette croissance et parvenir à l'émergence, le rebond de la productivité du travail observé depuis 2011 doit d'inscrire dans la durée. La réallocation progressive du travail en provenance de l'agriculture vers l'industrie et les services, ainsi que l'accroissement du stock de capital humain, vont se poursuivre. Ces deux facteurs contribueront à la hausse de la productivité, tout en fournissant la main-d'œuvre qualifiée nécessaire aux entreprises. Mais la productivité du travail doit également croître dans les différents secteurs de l'économie, indépendamment de la réallocation du travail. La baisse spectaculaire de la productivité du travail dans presque tous les secteurs de l'économie depuis les années 80 est en effet la principale explication à la baisse importante du niveau de vie des Ivoiriens ces trente dernières années. Il est donc impératif de consolider le retour de la croissance de la productivité du travail.

Les ressources naturelles ont un rôle à jouer dans l'émergence. Leur mise en valeur génère des revenus pour la population ivoirienne et des recettes fiscales pour l'État. Il s'agit d'une source de financement non négligeable pour l'État ivoirien, pouvant servir à combler des besoins financiers importants, notamment dans le secteur des infrastructures. Au-delà des aspects financiers et monétaires, l'exploitation des ressources naturelles, minières et énergétiques, attirent capitaux et savoir-faire internationaux, avec des effets positifs sur la productivité et les revenus. Leur exploitation accélère en outre l'intégration de l'économie ivoirienne dans les chaînes de valeurs internationales.

L'apaisement politique et le rétablissement de la paix sociale et d'un climat propice aux affaires ont permis de rétablir la confiance et de relancer les investissements. Les indicateurs macroéconomiques (tels que l'inflation et la dette) se sont stabilisés et ont bénéficié du cadre commun de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). La hausse récente et continue des investissements s'explique en grande partie par les grands chantiers nationaux du Plan National de Développement 2012-2015. Toutefois de nouveaux codes législatifs plus attractifs, dont le code minier et celui de l'électricité, devraient bénéficier aux investissements, notamment étrangers. Par ailleurs, la politique fiscale doit poursuivre ses efforts de maintien de la stabilité budgétaire. En matière de dépenses, les projets doivent être priorités et les partenariats public-privé (PPP) encouragés afin de limiter l'endettement. En matière de recettes, la base fiscale doit être élargie afin de limiter le recours à l'emprunt.

Cependant, l'analyse du bien-être en Côte d'Ivoire ne reflète pas encore le retour de la croissance économique. La satisfaction des populations à l'égard des conditions de vie a été sérieusement ébranlée pendant la période de la crise post-électorale et a profondément affecté la qualité de vie des Ivoiriens. Depuis 2011, le pays se redresse et le PIB a renoué avec la croissance, mais la route à parcourir reste longue. La demande privée (consommation et investissement) doit prendre le relais de la demande publique et la croissance être plus inclusive. Pour les ménages, cela passe par une reformatisation de l'emploi, un meilleur accès aux services de santé et d'éducation et la redistribution des récents gains de productivité. Pour les petites et moyennes entreprises, cela requiert un accès plus simple au crédit via une baisse des taux d'intérêt et la suppression des barrières non-tarifaires.

L'avantage conféré à la Côte d'Ivoire par la richesse de ses ressources naturelles ne doit pas entraver la diversification de son économie

La Côte d'Ivoire dispose d'avantages potentiels pour son développement et doit tabler sur ces atouts. Le pays possède des sols fertiles et adaptés à la culture de produits agricoles variés, les sous-sols sont riches en ressources naturelles et la main-d'œuvre est jeune et dynamique (élément qui peut s'avérer être un atout de taille sous réserve d'une création d'emplois suffisante). Il s'agit désormais pour la Côte d'Ivoire de diversifier la structure de son économie, encore très axée sur les produits agricoles, de tirer au mieux parti de ses ressources naturelles et d'améliorer les compétences et les qualifications de sa main-d'œuvre. Premier pays exportateur de cacao au monde, la Côte d'Ivoire est également un acteur majeur dans la production de produits semi-finis à base de cacao, ainsi que d'autres produits agricoles tels que l'huile de palme, la noix de cajou et certaines cultures vivrières de base largement consommées dans la sous-région. Cependant, la plupart des exportations sont limitées aux matières premières brutes peu ou pas transformées.

Le pays dispose donc d'une marge de manœuvre pour se diversifier vers des activités à plus forte valeur ajoutée. Le potentiel de la filière cacao à cet égard est limité en raison de la faiblesse de la demande pour le produit fini en Afrique, mais de nouveaux produits de niche pourraient offrir des perspectives de diversification intéressantes. La Côte d'Ivoire pourrait ainsi tabler sur un renforcement de ses avantages comparatifs dans la filière agricole sur des produits tels que le coton, tout en diversifiant son économie vers des activités à plus forte valeur ajoutée en utilisant ces mêmes produits comme leviers (par exemple, le secteur du coton et la filière textile peuvent s'allier pour donner naissance à un secteur de la haute-couture et de la mode).

Le secteur de l'énergie constitue un autre pilier de l'économie ivoirienne. Les retombées nationales de ces activités restent encore limitées, bien que leur contribution aux recettes publiques soit importante. Les ressources minérales, actuellement sous-exploitées, offrent aussi un grand potentiel, tant en matière de diversification le long de la chaîne de valeurs, qu'en matière d'opportunités d'emploi pour la population.

La diversification de l'économie contribuerait également à attirer davantage d'investissements directs étrangers (IDE). C'est pourquoi les efforts de diversification apparaissent capitaux pour l'économie ivoirienne et devront s'accompagner d'une amélioration du climat des affaires et de l'environnement réglementaire. Couplée à des investissements dans le capital humain qui permettront d'offrir aux investisseurs une main-d'œuvre qualifiée et compétente, la hausse des IDE observée dès 2013 pourrait être maintenue à plus long terme.

Le système de développement des compétences peine à atteindre ses objectifs. Il a des difficultés à satisfaire les besoins du secteur privé en main-d'œuvre qualifiée et ne répond pas aux aspirations de la force de travail en matière de carrières et de perspectives socioprofessionnelles. L'éducation secondaire, l'enseignement technique et professionnel et, dans une moindre mesure, certaines filières supérieures, telles que l'ingénierie ou les compétences techniques dans les universités, ne sont pas assez développés. Plus largement, un problème d'accumulation de compétences a été identifié pour plusieurs strates de la population.

Les effets de l'intégration régionale sont encore modérés. Alors que le pays dispose d'une place centrale au cœur de la zone UEMOA et de l'Afrique de l'Ouest (notamment en termes d'IDE à la recherche de marchés africains encore relativement inexploités), les

progrès réalisés en matière d'intégration régionale restent faibles. De surcroît, la taille encore limitée du marché intérieur de la Côte d'Ivoire reste un obstacle pour les producteurs et freine la mise en place d'économies d'échelle sources de gains de productivité.

Les investissements du secteur privé doivent bénéficier d'un meilleur accès aux financements. Actuellement, les petites et moyennes entreprises (PME) font face à des difficultés en termes d'accès au crédit et les banques commerciales sont encore réticentes à l'idée d'étendre leurs services bancaires aux PME. Par ailleurs, bien que la Côte d'Ivoire soit l'un des marchés bancaires les plus compétitifs de la sous-région, le conflit a amoindri la confiance des opérateurs économiques. Enfin, le manque de transparence et les coûts élevés de surveillance, ainsi que certaines dispositions réglementaires et la faiblesse de l'épargne à long terme constituent des obstacles importants. Le gouvernement devrait continuer à promouvoir les réformes dans le cadre de l'UEMOA et renforcer le développement du secteur financier.

Améliorer le bien-être de la population, notamment le capital humain et la cohésion sociale, prendra du temps

La forte croissance économique de ces dernières années tarde à se répercuter sur le bien-être des populations. Le revenu par habitant n'a que faiblement progressé depuis les années 90, le marché de l'emploi est dominé par la précarité et les conditions de logement restent vétustes. Même si le contexte sécuritaire s'est récemment amélioré, la qualité de vie des Ivoiriens reste fragile, plombée, entre autres, par les faibles performances de la Côte d'Ivoire en matière d'éducation, de santé et de participation à la vie publique. Les disparités régionales restent fortes dans le pays et les performances en matière d'éducation et d'accès aux soins sont largement en défaveur des femmes. Globalement, le niveau de satisfaction à l'égard de la vie reste faible mais les Ivoiriens semblent optimistes quant à leur avenir.

Dans la perspective de l'émergence, la Côte d'Ivoire doit soutenir le capital humain, atout essentiel dont le développement a été profondément freiné au cours des dernières années de conflit. L'éducation ressort comme l'une des grandes faiblesses de la Côte d'Ivoire. Une part importante de la population ne possède pas les compétences de base ou les qualifications requises par le marché du travail. Le nombre de personnes en situation de sous-emploi ou au chômage augmente, notamment parmi les jeunes Ivoiriens, freinant le développement économique du pays et fragilisant, à terme, la cohésion sociale. Par ailleurs, les inégalités de genre sont marquées sur le marché du travail où les taux de participation des femmes sont moins élevés que ceux des hommes (ce qui peut partiellement s'expliquer par une durée de scolarisation inférieure à celle des hommes). Or, afin de retrouver les niveaux de prospérité passés, il est crucial que la société ivoirienne parvienne à créer davantage d'opportunités pour ses citoyens. La possibilité de migrer d'activités à faible revenu vers des activités plus productives et à revenu plus élevé sera un élément clef. En parallèle, les efforts pour réduire les ratios de mortalité infantile et maternelle devront être poursuivis pour améliorer l'état de santé des Ivoiriens.

Restaurer un climat de confiance devrait également permettre à la Côte d'Ivoire de poser les jalons d'une société solidaire nourrie par le désir de vivre ensemble. Cet exercice devra passer par le retour de la confiance entre la population et ses institutions, notamment la justice, mais également entre les Ivoiriens eux-mêmes. La décennie de crise politico-militaire a miné la cohésion sociale alors que les valeurs de solidarité sont importantes pour les Ivoiriens et qu'un niveau de confiance restauré a un impact positif sur la croissance économique (Algan et Cahuc, 2013).

Le développement et l'amélioration de la qualité des services publics sont freinés par de nombreux obstacles, dont le manque de financement et la faible capacité de mise en œuvre des projets

La faiblesse des institutions, de la gouvernance et des capacités de l'État constitue une contrainte majeure en Côte d'Ivoire, avec des conséquences dans de nombreux secteurs. Pour parer à ces difficultés, le gouvernement a lancé une série de réformes, apparentes notamment dans les progrès réalisés en matière de réglementation des affaires.

La capacité générale des autorités gouvernementales reste limitée, avec des procédures souvent opaques et une corruption latente (pots-de-vin, népotisme, clientélisme). Les autorités publiques sont fréquemment restreintes par des ressources insuffisantes : faibles compétences de fonctionnaires peu formés, infrastructure limitées (accès à Internet), ou encore capacités réduites en matière de mise en œuvre des projets (utilisation limitée des marchés publics concurrentiels notamment). Les autorités de Côte d'Ivoire devront se concentrer davantage sur l'amélioration des bonnes pratiques des agences et des ministères, tout en s'attelant au renforcement de leurs capacités. Par ailleurs, alors que des progrès notables ont été réalisés dans la gestion des finances publiques, le pays devra s'efforcer de mobiliser davantage de ressources pour financer les dépenses nécessaires à la marche vers l'émergence.

L'état actuel des infrastructures constitue l'un des obstacles les plus importants au bon développement socio-économique de la Côte d'Ivoire. Le pays a l'avantage de disposer d'un stock d'infrastructures historiquement de très bonne qualité, mais dont l'état s'est dégradé avec le temps et les épisodes de conflit. Récemment, le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) a connu des améliorations marquées grâce à des projets adaptés aux besoins. La méconnaissance relative des TIC par la population ivoirienne et par la main-d'œuvre continuera de constituer un obstacle important et des efforts devront être réalisés pour y remédier. La capacité des autorités locales à lever des financements et à les allouer de façon optimale aura des impacts directs sur le développement et l'amélioration de la qualité des infrastructures.

Dans le secteur de l'électricité et du transport, des projets de construction et de réhabilitation sont en cours, mais des risques de pénurie liés aux délais de mise en œuvre des projets demeurent. La création de nouvelles centrales thermiques et hydrauliques et l'amélioration de l'accès à l'électricité sont soutenus par les fonds du secteur privé. Toutefois, des risques d'aggravation des pénuries d'électricité existent en raison des délais de construction. Ils pourraient pénaliser le développement économique du pays. Il sera essentiel de progresser rapidement sur ces réalisations et d'assurer une surveillance adéquate dans les processus de mise en œuvre afin d'éviter des retards. Le réseau de transport reste peu développé et les projets prennent du retard en raison de financements limités. En outre, la stratégie de développement du réseau de transport est ciblée sur les grands axes et ne semble pas prendre suffisamment en compte les besoins de la population.

Les inégalités spatiales constituent un obstacle transversal en Côte d'Ivoire. Visibles dans une multitude de secteurs, de fortes différences existent entre les localités rurales et les localités urbaines, mais aussi entre les régions du sud et du nord. L'économie et le potentiel de développement du nord du pays sont basés sur le sucre et le coton, produits agricoles subordonnés à la dominance de la filière cacao-café. L'accès aux services publics (transports, électricité...) y est également beaucoup plus limité. Enfin, la pauvreté est plus répandue et le niveau de vie de la population inférieur dans cette partie du pays.

Une amélioration de ces différents éléments ne passera pas seulement par des politiques redistributives, mais aussi par une prise en compte des spécificités régionales. Les gouvernements locaux sont plus à même de saisir le potentiel et les besoins locaux, mais aussi d'identifier les défis locaux que les instances nationales. Les régions d'un pays centralisé tel que la Côte d'Ivoire pourraient bénéficier d'un renforcement de la gouvernance multi-niveaux. À terme, il sera essentiel de prendre en compte les disparités régionales et de mieux cibler les politiques sur plus de secteurs, plus d'acteurs et davantage de localités.

Références

- Algan, Y. et P. Cahuc (2013), « Trust, Growth and Well-being: New Evidence and Policy Implications », IZA Discussion Paper n°7464, <http://ftp.iza.org/dp7464.pdf>.
- Banque mondiale (2013), *Indicateurs du développement dans le monde* (base de données), <http://databank.worldbank.org/data/home.aspx>.
- Gallup Organization (2013), *Gallup World Monitor* (base de données), <http://www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx>.
- The Conference Board (2013), *Total Economy Database* (base de données), <https://www.conference-board.org/data/economydatabase/>.



Extrait de :

Examen multidimensionnel de la Côte d'Ivoire

Volume 1. Évaluation initiale

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264248557-fr>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « Cadre conceptuel et principaux résultats de l'examen multidimensionnel de la Côte d'Ivoire », dans *Examen multidimensionnel de la Côte d'Ivoire : Volume 1. Évaluation initiale*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264248557-6-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.